

TABLE DES MATIÈRES

Liste des abréviations	7
------------------------------	---

PARTIE 1 THÉORIE GÉNÉRALE DU RÉGIME MATRIMONIAL

TITRE 1 Des régimes matrimoniaux en général

CHAPITRE 1 Notions

1. Définition – Nécessité, dans tout mariage, d'un « régime matrimonial ».....	13
2. Justification de l'existence d'un « régime matrimonial » – Différentes conceptions possibles des rapports entre époux quant aux biens.	15
3. Régimes matrimoniaux et « contrat de mariage » – Quelques brèves observations quant à la terminologie adoptée.	18
4. Des différents régimes matrimoniaux admis par le Code civil.	19
5. Choix du régime matrimonial – Autonomie et conséquences.....	19

CHAPITRE 2 Les grandes conceptions de base – Leurs caractéristiques

6. Renvoi.	23
-----------------	----

TITRE 2 Le contrat de mariage

CHAPITRE 1 Généralités – Principes généraux

7. Objet du contrat de mariage.....	27
-------------------------------------	----

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

8.	Caractère facultatif du contrat de mariage.	27
9.	Rapports entre le contrat de mariage et le mariage même. .	28
10.	Le contrat de mariage est nécessairement lié à la célébration du mariage.	29
11.	Point de départ des effets du contrat de mariage.	33
12.	Terme des effets du contrat de mariage.	35
13.	Effets du contrat de mariage à l'égard des tiers – Le statut matrimonial et son opposabilité <i>erga omnes</i>	36

CHAPITRE 2

Contenu, étendue et objet du contrat de mariage

14.	Synthèse.	45
15.	Le contrat de mariage peut-il se borner à des donations ou des avantages matrimoniaux ?.....	46

SECTION 1

La liberté des conventions matrimoniales

16.	De la liberté de choix du régime matrimonial.	47
17.	Les limites.	49
18.	Les restrictions du droit commun.	49
19.	Les restrictions dérivant de la loi du 14 juillet 1976 sur les régimes matrimoniaux.	51
20.	La cohérence du régime matrimonial choisi.	54
21.	Sanction de l'atteinte au principe de cohérence.	59
22.	Les règles d'interprétation – Une règle connexe : l'article 1390 du Code civil ?.....	59
23.	Sanction de la violation des restrictions à la liberté des conventions matrimoniales.	62

SECTION 2

Libéralités en faveur des époux

§ 1. – Généralités

24.	Synthèse.	63
25.	Règles applicables – A. Droit commun des donations.	65
26.	Règles applicables – B. Règles favorables à la donation pour cause de mariage.	65
27.	Suite – C. Règles particulières de nature logique.	66

§ 2. – Questions spécifiques

28.	L'identité des donateur et donataire.	67
-----	--	----

TABLE DES MATIÈRES

29.	Donation par les père et mère – Absence d’obligation civile.	68
30.	Bénéficiaire de la donation.	68
31.	Du rapport.	69
32.	De la réduction.	70

SECTION 3

Clauses relatives aux droits successoraux en présence d’enfant d’une union antérieure

33.	Principes – Le pacte successoral entre époux.	71
34.	Conditions du pacte successoral.	72
35.	Objet du pacte successoral.	72
36.	Forme du pacte.	73
37.	La liberté des donations et legs ultérieurs au pacte.	74

SECTION 4

Clauses étrangères au régime des biens entre époux

38.	Caractère – Exemples.	75
-----	----------------------------	----

CHAPITRE 3

Conditions de validité du contrat de mariage

39.	Principes.	77
-----	-----------------	----

SECTION 1

Formes

40.	Authenticité.	77
41.	Force probante du contrat de mariage.	78
42.	Suite – Comment faire la preuve contraire ?	79
43.	Sanction.	80
44.	Droit international privé.	80

SECTION 2

La publicité du contrat

45.	La publicité du contrat de mariage – Justification.	80
46.	Les différentes publicités.	81
47.	Publicité – Suite – Régime propre aux commerçants – Régime <i>antérieur</i> à la loi du 14 janvier 2013.	85
48.	Première hypothèse – Époux commerçant au jour du contrat.	86
49.	Deuxième hypothèse – Époux devenant commerçant au cours du mariage.	88

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

50.	Publicité – Suite – Régime propre aux commerçants – Jugements de séparation de corps ou de divorce ayant une incidence sur le contrat de mariage ou le régime matrimonial.....	89
51.	Publicité – Régime général depuis le 1 ^{er} septembre 2015 – Le registre central des contrats de mariage.....	89
52.	Suite – Sanctions civiles.....	92

SECTION 3

Personnes appelées au contrat de mariage

53.	Parties au contrat de mariage.....	93
54.	Consentement simultané.....	94
55.	Procurations.....	94
56.	Capacité des époux.....	95
57.	Suite – A. Des mineurs.....	96
58.	Suite – À quels incapables l'article 1397 du Code civil s'applique-t-il ?.....	97
59.	Suite – Personnes tenues d'assister le mineur.....	97
60.	Suite – En quoi consiste l'assistance ?.....	97
61.	Suite – Sanction.....	98
62.	Suite – Pour quels actes l'assistance est-elle requise ?.....	98
63.	Suite – B. Des personnes majeures vulnérables.....	99
64.	Suite – C. L'époux failli et la personne sous règlement collectif de dettes.....	101
65.	Suite – D. Les personnes sous administration provisoire.....	101

CHAPITRE 4

De l'immutabilité des conventions matrimoniales

SECTION 1

Principes

66.	Notion.....	103
67.	Origines historiques et évolutions.....	103
68.	La règle de l'immutabilité est-elle d'ordre public ?.....	104
69.	Droit comparé et droit international privé.....	106
70.	Rappel des règles qui forment l'immutabilité des conventions matrimoniales – Plan.....	108

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 2

Les conventions matrimoniales doivent se faire avant le mariage (art. 1392 C. civ.)

71.	Champ d'application de la règle.	108
72.	Preuve de l'antériorité.	109

SECTION 3

Des changements antérieurs au mariage

73.	Principes.	110
74.	Suite – La contre-lettre en droit commun.	110
75.	Suite – La contre-lettre et le contrat de mariage.	111
76.	A. Conditions de validité à l'égard des parties.	112
77.	Suite – Les modifications doivent être constatées par acte notarié.	112
78.	Présence de toutes les parties aux conventions matrimoniales.	113
79.	Consentement simultané de toutes les parties.	114
80.	B. Conditions de validité ou d'opposabilité à l'égard des tiers.	115
81.	Suite – Défaut d'inscription des changements dans le registre central des contrats de mariage – Inopposabilité.	116
82.	Suite – L'exception : l'opposabilité malgré le défaut d'inscription.	116
83.	Suite – La responsabilité du notaire.	117
84.	Personnes protégées par l'article 1393, § 2, du Code civil..	117
85.	Actes visés par les articles 1391 et 1392 du Code civil.	118

SECTION 4

Changement des conventions matrimoniales après le mariage (art. 1394 et 1395 C. civ.)

§ 1. – Généralités

86.	Qu'est-ce qu'un changement ?	120
87.	Durée de l'immutabilité.	122
88.	Suite – Modification du contrat de mariage par testament...	123
89.	Objet de l'immutabilité – Discussions.	124
90.	Quid pour les donations faites dans le contrat ?	124

§ 2. – Questions spécifiques liées à la mutabilité du régime matrimonial

91.	Le changement nécessite l'accord des époux.	126
-----	--	-----

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

92.	Portée de l'immutabilité du régime matrimonial – Entre époux et à l'égard des tiers.	126
93.	Les conventions entre époux – Principes.	130
94.	Suite – Conventions entre époux.	131
95.	Suite – Du mandat entre époux.	133
96.	Suite – De la société entre époux.	133

§ 3. – *La procédure de changement du ou au régime matrimonial*

A. Généralités et procédure

97.	La loi du 14 juillet 1976 – Les articles 1394 et 1395 anciens du Code civil.	135
98.	La loi du 18 juillet 2008.	135
99.	La procédure – L'inventaire notarié.	136
100.	Procédure – Suite – Un acte notarié modificatif.	139
101.	Procédure – Suite – Publicités anciennes.	140
102.	La loi du 14 janvier 2013 – Simplification des publicités lors de mutations du ou au régime matrimonial.	141

B. Prise d'effet de la modification

103.	Effets de la mutation.	141
104.	Suite – Conséquences de la suppression de l'homologation judiciaire.	142
105.	Suite – Recours des tiers créanciers – Les bases du recours.	143
106.	Suite – Recours des tiers créanciers – Situations non spécifiquement protégées.	146
107.	Recours des tiers créanciers – Les cas.	147
108.	L'action paulienne – Rappels.	148
109.	Responsabilité notariale.	152

§ 4. – *Immutabilité et clauses autres contenues dans le contrat de mariage*

110.	Renvoi – Libéralités.	153
111.	Renvoi – Les clauses étrangères aux conventions matrimoniales échappent à l'immutabilité.	153

CHAPITRE 5

De l'inefficacité du contrat de mariage

SECTION 1

Caducité

112.	Notion.	155
------	--------------	-----

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 2

Nullité

113.	Notion – Plan.	157
114.	Nullité absolue.	158
115.	Nullité relative – Droit commun.	158
116.	Suite – Discussion.	160
117.	Étendue de la nullité.	161
118.	Conséquence de la nullité.	162

PARTIE 2

LE RÉGIME MATRIMONIAL

119.	Statut matrimonial.	165
------	--------------------------	-----

TITRE 1

Le régime primaire

CHAPITRE 1

Généralités – Caractéristiques

120.	Notions – Objet du régime primaire.	169
121.	Caractère impératif du régime primaire.	172
122.	L'autonomie, en droit international privé belge, du régime primaire.	174

CHAPITRE 2

La résidence conjugale

123.	La résidence conjugale protégée.	177
124.	Persistance de la résidence conjugale et de sa protection en cas de conflit entre les époux.	178

CHAPITRE 3

La protection de la résidence conjugale

SECTION 1

Les époux ou l'un d'eux sont propriétaires du logement familial

125.	La protection.	181
126.	Les actes prohibés – L'atteinte à la jouissance concrète du bien.	182
127.	L'atteinte à la jouissance doit être directe.	185

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

128.	Durée de la protection – Renvoi.	187
129.	Les sanctions – La nullité de l’acte prohibé est organisée par l’article 224, § 1 ^{er} , alinéa 1, du Code civil – Nullité de droit – Effet <i>erga omnes</i>	187

SECTION 2

Immeuble loué

130.	Le bail protégé.	189
131.	La protection de l’époux non signataire du bail.	190
132.	Le congé – Les actions en justice relatives au bail.	192

SECTION 3

Les meubles meublants

133.	La même protection.	193
------	--------------------------	-----

SECTION 4

Les droits des tiers

134.	La saisissabilité de l’immeuble et des meubles protégés par les créanciers.	194
135.	Cas particulier – L’insaisissabilité de la résidence principale.	195

CHAPITRE 4

La profession (art. 216 C. civ.)

136.	La liberté.	197
137.	Le pouvoir d’appréciation marginale du juge et les sanctions.	198
138.	La liberté politique.	200
139.	L’usage du nom du conjoint.	200
140.	Divorce.	200
141.	Retrait – Motifs graves.	200

CHAPITRE 5

La perception et l’affectation des revenus (art. 217 C. civ.)

142.	La perception.	201
143.	L’affectation des revenus.	201
144.	L’intervention du juge.	202

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 6

Les comptes et coffres en banque (art. 218 C. civ.)

145.	La gestion exclusive – Titularité du compte.	203
146.	La protection de l'époux et du banquier.	203
147.	Durée de la protection.	204
148.	Les comptes et les opérations protégées.	205
149.	L'obligation d'information par le banquier.	207
150.	Les droits des tiers et du conjoint du titulaire.	208
151.	La propriété des avoirs en compte et en coffre.	209

CHAPITRE 7

Mandat entre époux et mandat judiciaire

SECTION 1

Mandat conventionnel (art. 219 C. civ.)

152.	Étendue du mandat.	211
153.	Révocation <i>ad nutum</i>	211

SECTION 2

Mandat judiciaire (art. 220 C. civ.)

154.	L'impossibilité de manifester une volonté.	212
------	---	-----

CHAPITRE 8

La contribution aux charges du mariage (art. 221 C. civ.)

155.	Les charges du mariage – Notions.	215
156.	Dépenses couvertes – Exemples.	216
157.	La contribution selon les facultés de chaque époux.	219
158.	La méconnaissance de l'article 221 du Code civil durant le mariage.	221
159.	Sanction après la dissolution du mariage.	222

CHAPITRE 9

La solidarité passive pour les dettes de ménage et d'éducation (art. 222 C. civ.)

160.	La solidarité passive – Les dettes concernées.	225
161.	L'existence d'un ménage et la bonne foi du créancier.	228
162.	La perte de la solidarité.	231
163.	La solidarité passive pour les dettes à l'égard des enfants. ...	232

CHAPITRE 10

**Les mesures judiciaires en cas de violation
des règles du régime primaire**

SECTION 1

Mesures d'encadrement préventives

164.	Notions – L'urgence.....	235
165.	Exemples de mesures.....	236
166.	La durée temporelle des mesures.....	241

SECTION 2

Mesures *a posteriori*

167.	Le contentieux de l'annulation.....	241
168.	La donation d'un bien personnel et la sûreté mettant en péril les intérêts de la famille.....	242
169.	La date retenue pour apprécier la mise en péril des intérêts familiaux.....	244
170.	Les caractéristiques de la nullité.....	245
171.	Faillite.....	246
172.	La situation du tiers – Incidence de sa bonne foi.....	247
173.	La durée de la protection.....	248

TITRE 2

Les régimes matrimoniaux secondaires

CHAPITRE 1

Les principes

SECTION 1

Généralités – Caractère résiduaire du régime légal

174.	Les régimes dits « secondaires ».....	253
175.	Le caractère résiduaire du régime légal (art. 1390 C. civ.) – Conséquences.....	254

SECTION 2

L'autonomie de la volonté

176.	Le principe et ses limites – Rappels.....	256
------	---	-----

SECTION 3

Caractère onéreux du régime matrimonial

177.	Caractère onéreux du contrat de mariage et du régime matrimonial.....	257
------	--	-----

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE 2 Le régime légal

SECTION 1 Généralités

178.	Les trois patrimoines.	261
179.	La spécificité du patrimoine commun.....	261
180.	Suite – Qualification – Indivision ? – Société entre époux ?.	262
181.	Suite – Patrimoine affecté – L’arrêt de la Cour de cassation du 19 mai 2014.	262
182.	Conséquences juridiques.	263
183.	La vocation à l’universalité du patrimoine commun.	264

SECTION 2

Les actifs du patrimoine commun

§ 1. – *La présomption de communauté*

184.	La présomption d’actif commun – L’article 1405, § 2, du Code civil.....	266
------	--	-----

§ 2. – *Énumération*

185.	Énumération non limitative des actifs communs.....	268
------	--	-----

A. Les revenus professionnels

186.	Les revenus professionnels.....	268
187.	Les revenus professionnels – Éléments structurels d’un régime matrimonial de communauté ?	272
188.	L’indemnité de préavis – La répartition <i>pro rata temporis</i>	273

B. Les revenus des patrimoines

189.	Les revenus des patrimoines propres et commun.	275
------	---	-----

C. La valeur patrimoniale ou financière de certains actifs dont les droits sont propres

1. *Les principes directeurs*

190.	Généralités – La complémentarité des articles 1401 et 1405 du Code civil.	276
191.	La refonte de l’article 1405 du Code civil.	277

2. *La valeur patrimoniale des parts et actions nominatives ou dématérialisées*

192.	La valeur patrimoniale des parts ou des actions nominatives ou dématérialisées.	278
------	---	-----

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

3. <i>La valeur patrimoniale des biens professionnels</i>	
193. Les biens professionnels.....	280
4. <i>La valeur économique de la clientèle</i>	
194. La valeur économique de la clientèle constituée pendant le mariage.....	282
D. Les biens qui sont l'objet de certaines libéralités	
195. Les libéralités faites conjointement aux époux ou en faveur du patrimoine commun.....	285
E. Le dommage patrimonial créé par l'atteinte à l'intégrité physique	
196. La réparation du dommage patrimonial, ménager ou économique.....	287
F. La prestation d'assurance commune	
197. La prestation d'assurance échue pendant le mariage.....	289
G. Les biens communs par défaut	
198. L'attraction résiduaire : les biens dont le caractère propre n'est pas établi sont des acquêts.....	290
199. Renversement de la présomption d'acquêts.....	293

SECTION 3

Les actifs du patrimoine propre

§ 1. – Généralités

200. Le patrimoine propre.....	294
201. Les biens ou les droits propres.....	296

§ 2. – *Les propres par nature*

202. Le lien d'intimité par rapport à l'époux.....	296
203. Les vêtements et objets personnels (art. 1401, § 1, point 1, C. civ.).....	296
204. Les droits intellectuels (littéraires, artistiques, industriels) (art. 1401, § 1, point 2, C. civ.).....	297
205. La réparation d'un dommage corporel ou moral (art. 1401, § 1, point 3, C. civ.).....	300
206. Les droits aux pensions et rentes viagères dont un époux est titulaire (art. 1401, § 1, point 4, C. civ.).....	304
207. La dualité de régimes de qualification et ses conséquences. .	305

TABLE DES MATIÈRES

A. Le régime de l'ancien article 1401, point 5, du Code civil	
208. Les droits attachés aux parts et actions nominatives communes.....	306
209. Suite – L'arrêt du 20 février 2015.....	310
210. Suite – L'arrêt et le droit de propriété quant aux parts ou actions nominatives.	311
211. Suite – Interprétation proposée et conséquences.....	314
212. Suite – Les difficultés subsistantes.	316
213. Suite – Les anciennes actions au porteur.....	318
214. Suite – <i>Quid</i> pour les actions acquises suite à l'exercice de « stock-options » ?	321
B. Le régime nouveau de l'article 1401, § 1, point 5, du Code civil	
215. Le droit propre.	322
216. Conditions d'application – Un seul époux titulaire ?	322
217. Les sociétés visées par l'article 1401, § 1, point 5, du Code civil.....	324
218. La gestion des parts et actions dont les droits sont propres.	325
219. La gestion des parts communes.	326
§ 3. – <i>Les droits et valeurs qualifiés par le titre et la finance</i>	
220. La dissociation entre le titre et la finance – Rappel.	330
A. Les droits résultant d'une assurance de personne – L'assurance-vie individuelle	
1. <i>Le régime de l'article 1400.7 et ses modifications législatives antérieures au 1^{er} septembre 2018</i>	
221. Les régimes juridiques antérieurs.	330
222. L'article 1400.7 du Code civil.	331
223. Les articles 127 et 128, et 129 à 134 de la loi du 25 juin 1992 sur le contrat d'assurance terrestre (LCAT).	332
224. L'arrêt de la Cour d'arbitrage du 26 mai 1999 et la réaction contre les produits d'épargne – Les contrats d'assurance-vie déguisés.....	336
225. Les conséquences de l'arrêt du 26 mai 1999.	338
226. La loi du 4 avril 2014 relative aux assurances.	342
227. L'assurance-groupe.....	343
228. L'assurance de groupe – Synthèse.	347
229. Le contrat d'assurance garantissant une pension de retraite complémentaire – Absence de valeur de rachat et conséquences.....	348

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

230.	Le statut des pensions complémentaires.....	349
2.	<i>Le régime issu de la loi du 22 juillet 2018</i>	
231.	Généralités – La refonte des qualifications pour les prestations d’assurance-vie.....	350
232.	Les contrats d’assurance visés.....	351
233.	La valeur de rachat et la prestation d’assurance des articles 1400.6 et 7 du Code civil.....	354
234.	Mise en vigueur.....	355
B.	Les actifs professionnels	
235.	La dualité de régime.....	356
1.	<i>Le régime de l’ancien article 1400.6 du Code civil</i>	
236.	Les outils et instruments professionnels (art. 1400.6, ancien, C. civ.).....	356
237.	Exclusions.....	357
238.	La récompense.....	359
2.	<i>Le régime nouveau des biens professionnels et des clientèles</i>	
239.	Le droit aux biens professionnels et aux clientèles – L’article 1401, §§ 6 et 7, du Code civil.....	360
240.	Les biens professionnels visés.....	361
241.	Mise en vigueur.....	362
	§ 4. – <i>Les propres par origine</i>	
242.	Les patrimoines de famille.....	362
A.	Les biens présents et futurs	
243.	Les biens et créances antérieures au mariage – Les biens dits « présents ».....	363
244.	La preuve.....	363
245.	Applications.....	364
246.	Les biens et créances acquis, durant le mariage, à titre gratuit – Les biens dits « futurs ».....	368
B.	L’arrangement familial	
247.	Les biens issus d’un arrangement familial.....	369
C.	Les parts indivises nouvelles	
248.	Les parts indivises supplémentaires acquises dans un bien indivis.....	371

TABLE DES MATIÈRES

§ 5. – *Les propres par relation*

A. La subrogation et l'accroissement

249.	La subrogation réelle ou la substitution aux biens propres – Justifications.	372
250.	Suite – Cas de subrogation ou d'accroissement.	373
251.	Suite – La subrogation aux propres (art. 1400.5 C. civ.). ...	373

B. Les accessoires

252.	Les accessoires – Notions.	377
253.	Les accessoires visés.	378

C. L'emploi et le remploi

254.	Les propres par relation – Les biens acquis en emploi ou remploi.	381
255.	L'emploi ou le remploi en matière immobilière (art. 1402 C. civ.).....	382
256.	Suite – Force probante des déclarations en matière d'emploi ou de remploi immobilier ordinaire.	385
257.	L'emploi ou le remploi immobilier anticipé (art. 1403 C. civ.).....	386
258.	L'emploi ou le remploi en matière mobilière (art. 1404 C. civ.).....	388
259.	Les questions encore débattues.....	389
260.	L'emploi ou le remploi au moyen d'une créance de récompense.	391
261.	L'individualisation des fonds propres après la confusion avec des fonds communs.....	394

SECTION 4

Le passif dans le régime légal

§ 1. – *Généralités*

262.	Généralités – Particularités du régime des dettes – Qualifications.	395
263.	Les règles et les principes de raisonnement.	397
264.	L'obligation à la dette – Le droit de poursuite du créancier – Son gage.	400
265.	La contribution à la dette – La charge finale de la dette et l'indemnisation du patrimoine appauvri.	401

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

§ 2. – *Les dettes communes*

A. Énumération

266.	Généralités.....	401
267.	L'article 1408 du Code civil – Le critère général – L'intérêt du patrimoine commun.....	402
268.	Les cas spécifiques de dettes communes.....	404
269.	La présomption de dette commune – La dette commune résiduaire.....	407

B. Les recours du créancier

270.	La distinction faite par l'article 1414 du Code civil en fonction de l'époux contractant de la dette.....	408
271.	La dette lie les deux époux – La dette parfaite.....	409
272.	Effets.....	409
273.	La dette lie un époux – La dette commune imparfaite.....	410
274.	La dette commune et l'exception d'excusabilité en cas de faillite.....	412
275.	Controverse – Les dettes résultant d'une faute de gestion du patrimoine commun, ou d'un excès de pouvoir.....	413

§ 3. – *Les dettes propres*

A. Généralités

276.	Les deux caractéristiques génériques de la dette propre.....	413
277.	L'intérêt ou le profit mixte – Dette commune ou propre ?.	414

B. Énumération des dettes propres

278.	Les dettes antérieures au mariage ou grevant des libéralités ou des successions.....	415
279.	Les dettes contractées dans l'intérêt exclusif du patrimoine propre.....	416
280.	Les dettes résultant d'une sûreté personnelle ou réelle.....	419
281.	Les dettes résultant d'actes fautifs de gestion du patrimoine commun.....	420
282.	Les dettes quasi-délictuelles ou délictuelles civiles ou pénales.....	421

C. Les recours du créancier d'une dette propre

283.	Les actifs engagés.....	422
284.	Le recours exceptionnel en cas d'enrichissement du patrimoine commun.....	423

TABLE DES MATIÈRES

285.	Premier cas, à propos d'une dette antérieure au mariage ou grevant des libéralités.	424
286.	Deuxième cas : le profit tiré d'un acte interdit.	426
287.	Troisième cas : la dette de délit ou quasi-délit – Particularités.	426
D. Considérations finales		
288.	Le débat judiciaire et le jeu des preuves en matière de recours des créanciers.	431
289.	Rappel – La problématique de la contribution à la dette en raison de la finalité de celle-ci.	431
SECTION 5		
La gestion des patrimoines		
§ 1. – <i>La gestion du patrimoine commun</i>		
A. Généralités		
290.	Des pouvoirs de gestion étendus dans l'intérêt familial.	433
B. Le principe : la gestion concurrente		
291.	Les principes – La gestion concurrente – Conséquences.	435
292.	Le domaine de la gestion concurrente.	438
293.	Suite – La gestion concurrente – Gestion dans l'intérêt du patrimoine commun et de la famille.	440
C. Les gestions dérogoires		
1. <i>La gestion exclusive</i>		
294.	La gestion exclusive.	442
295.	Suite. – Gestion exclusive des revenus professionnels – Perception et affectation.	442
296.	Suite – Les avoirs en compte ou coffre bancaire.	443
297.	Suite – L'exclusivité par rapport aux actes de gestion.	443
298.	L'exclusivité des pouvoirs de gestion et les biens pouvant être affectés à la profession – Discussions.	445
299.	L'exception : la profession exercée conjointement.	446
2. <i>La gestion conjointe</i>		
300.	La gestion conjointe – Gestion commune ou concertée – Généralités.	447
a) Les donations de biens communs		
301.	La donation de biens communs.	447

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

b)	Certains actes à titre onéreux	
302.	Les actes à titre onéreux « importants » – Le double consentement.....	450
303.	Les actes et biens énumérés par l'article 1418 du Code civil.....	451
	§ 2. – <i>La gestion des patrimoines propres</i>	
304.	La gestion exclusive.....	456
305.	La gestion exclusive et l'intérêt du patrimoine commun.....	457
	§ 3. – <i>Les sanctions de l'excès ou du détournement de pouvoir dans les gestions</i>	
A.	Les sanctions de la gestion du patrimoine commun	
	1. <i>Les sanctions préventives</i>	
306.	Le contrôle préventif : l'autorisation judiciaire pour combattre un blocage.....	458
307.	Le contrôle préventif : l'interdiction judiciaire.....	459
	2. <i>Les sanctions répressives</i>	
	a) La nullité	
308.	La nullité pour gestion irrégulière ou frauduleuse.....	461
309.	La nullité – Sanction applicable à toutes les fautes de gestion ?.....	463
310.	Les caractéristiques et les conséquences de la nullité.....	464
311.	Suite – Autres conséquences de la nullité – Questions diverses.....	467
	b) L'article 1433 du Code civil	
312.	Suite – Autres sanctions – La faute de gestion et le droit à récompense.....	467
	3. <i>Le retrait des pouvoirs</i>	
313.	Le retrait des pouvoirs de gestion à propos des biens communs.....	468
B.	Les sanctions de la gestion du patrimoine propre	
314.	Le retrait temporaire des pouvoirs.....	468
315.	La faute de gestion au préjudice du patrimoine commun. ...	469
	§ 4. – <i>Dispositions en cas de faillite</i>	
316.	La perte des pouvoirs.....	469

TABLE DES MATIÈRES

	§ 5. – <i>La séparation de biens judiciaire</i>	
317.	L'article 1470 du Code civil.....	470
	SECTION 6	
	La dissolution du régime légal	
	§ 1. – <i>Généralités</i>	
318.	Les opérations de liquidation et de partage du régime.	470
319.	Les causes de dissolution du régime matrimonial et les conventions prohibées.	472
	§ 2. – <i>Les conséquences de la dissolution</i>	
A.	Les conséquences générales	
320.	L'indivision post-communautaire.....	473
321.	Cogestion – Déroptions et avances sur la part dans le patrimoine commun – Mesures provisoires.	476
B.	La date de dissolution	
322.	La date de dissolution du régime – Unicité ou pluralité de dates.....	481
323.	Date unique et dissolution <i>erga omnes</i>	481
324.	Double date de dissolution.	482
325.	La double date de dissolution – Les effets généraux.	484
326.	La double date – Les correctifs entre les époux.	485
327.	Suite – Premier correctif – La nullité des actes.	486
328.	Suite – Deuxième correctif – La rétroactivité à la date de la séparation de fait.	486
	§ 3. – <i>Les opérations de liquidation du patrimoine commun</i>	
A.	Première opération : la reconstitution du patrimoine commun	
	1. <i>L'inventaire</i>	
329.	Importance de l'inventaire.	490
330.	Le contenu de l'inventaire.....	492
	2. <i>Le recel de communauté</i>	
331.	La notion de recel – La réforme et l'article 1389/3 nouveau du Code civil.	492
332.	Le serment.	493
333.	L'objet du recel.	495
334.	La sanction du recel.	496
335.	Les régimes matrimoniaux concernés par le recel.	497

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

336.	Le recel et le repentir.	498
337.	L'absence d'inventaire.	500
338.	Bénéficiaires du recel.	500
339.	Rappel concernant le régime de l'article 1448 ancien du Code civil.	500
<i>3. La consistance du patrimoine à partager</i>		
340.	Les actifs formant le patrimoine indivis – L'ex-patrimoine commun.	501
341.	La reconstitution du patrimoine commun – Les actifs disparus.	502
342.	Suite – Les avoirs disparus – Les arrêts du 28 mai 2008 et du 14 novembre 2013 de la Cour de cassation.	503
B. Deuxième opération – Le compte des récompenses		
<i>1. Généralités</i>		
343.	Le compte des récompenses – Opération comptable – Fondement.	506
<i>2. Les transferts de valeurs</i>		
344.	Des transferts de valeurs entre un patrimoine propre et le patrimoine commun – Le lien causal.	508
<i>3. Mécanisme essentiel</i>		
345.	Le caractère essentiel du mécanisme des récompenses.	511
<i>4. Les causes de récompenses</i>		
346.	Généralités et rappels.	513
347.	Les récompenses dues par le patrimoine propre.	514
348.	Les récompenses dues par le patrimoine commun.	520
<i>5. Le montant de la récompense</i>		
349.	Le montant de la récompense.	526
350.	La règle de base : le montant de l'appauvrissement effectif.	526
351.	La règle complémentaire – La réévaluation en cas de plus-value.	530
352.	Plus-value – Suite – Le lien causal et ses conséquences économiques.	531
353.	Le lien causal – Suite – La répartition proportionnelle de la plus-value.	534
354.	Le calcul de la récompense en cas de répartition proportionnelle.	536

TABLE DES MATIÈRES

355.	La plus-value doit encore être identifiable au jour de la dissolution du régime.	536
<i>6. La preuve des récompenses</i>		
356.	La preuve des récompenses – Principes.	538
357.	La preuve des récompenses dues au patrimoine propre.	539
358.	La preuve des récompenses dues au patrimoine commun.	539
<i>7. Le compte final</i>		
359.	Le compte des récompenses – La balance.	540
360.	La créance finale de récompense – Ses caractéristiques.	542
361.	La récompense : créance exigible, mais quand ?	543
C. Troisième opération – Le paiement des dettes communes		
<i>1. L'intervention des créanciers</i>		
362.	L'intervention des créanciers.	544
<i>2. Le paiement volontaire</i>		
363.	Le système de l'actif net et la préférence accordée aux créanciers communs.	546
364.	L'ordre de paiement entre les créanciers communs chirographaires.	547
365.	Insuffisance de l'actif commun	548
366.	Rappel – Le créancier commun quant à l'obligation à la dette et le recours contributoire.	548
<i>3. Le paiement forcé</i>		
367.	La saisie par le créancier commun.	550
368.	Et les créanciers propres ?	550
369.	Et les créances entre époux ?	551
D. Les opérations conduisant au partage		
<i>1. Quatrième opération – Le paiement des récompenses</i>		
370.	Les articles 1442 à 1444 du Code civil – Généralités.	551
371.	Le paiement de la récompense due à un époux ou à son patrimoine propre.	552
372.	Le paiement de la récompense due au patrimoine commun.	553
373.	Suite – Le paiement de la récompense due au patrimoine commun par un rapport en moins-prenant.	555
374.	L'ordre des paiements et des prélèvements.	556

LES RÉGIMES MATRIMONIAUX

375.	Le prélèvement de biens communs et les créanciers personnels de l'époux débiteur de récompense.	556
2.	<i>Cinquième opération – Le partage de l'actif net</i>	
a)	Le partage en nature et par moitié	
376.	Le partage par moitié (art. 1445 et 1449 C. civ.) – Les règles générales du partage.....	557
b)	L'attribution préférentielle	
377.	L'exception au partage par moitié en nature : l'attribution préférentielle.	562
378.	L'attribution préférentielle – Les biens visés.....	563
379.	Les actifs intéressant la profession – Suite.	565
380.	Le décès et le divorce.....	567
381.	Divers.....	568
382.	Les violences conjugales.	570
383.	Le droit des créanciers.....	571
384.	Les frais.	571
385.	Conséquences pratiques de l'attribution préférentielle – Composition des lots.	571
386.	Rappel relatif au régime antérieur.	573
c)	Le recel	
387.	L'exception au partage liée au recel – Notions et rappels... ..	573
388.	Le recel – La sanction.	574
389.	Prescription.....	575
3.	<i>Sixième opération – La liquidation du compte d'indivision post-communautaire</i>	
390.	Raison d'être de cette opération.....	575
391.	Contenu du compte.	576
392.	Suite – L'indemnité d'occupation.	577
E.	Le paiement des créanciers subsistant après le partage	
393.	Notions – Le passif résiduel – Les articles 1440 et 1441 du Code civil.....	583
394.	L'obligation à la dette.....	584
395.	Suite – Dette commune imparfaite et bénéfice d'émolument.	585
396.	La contribution à la dette commune payée au créancier après le partage.....	586

TABLE DES MATIÈRES

397.	Suite – Cas particulier de la dette commune payée au créancier après le partage, alors qu'elle est contributoirement propre.....	587
------	--	-----

SECTION 7

Les créances entre époux

398.	Généralités.....	587
399.	Régime juridique.....	588
400.	Différences par rapport aux récompenses.....	588
401.	Créances nées après la dissolution du régime.....	589